

E1

RENTE PETROLIERE : QUELQUES PROBLEMES THEORIQUES.

7-11-88

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 25647 ex 1 102 M

Cote B

TABLE-RONDE FRANCO-ALLEMANDE.

MIGRATIONS DANS LE MONDE ARABE :

TENDANCES ET PERSPECTIVES

18-19 JUIN 1987

AIX EN PROVENCE

Communication présentée par Abdelkader SID AHMED
Chercheur ORSTOM

version provisoire (à ne pas citer sans autorisation de l'auteur)

B25647 a 1

Sous l'influence de doctrines accumulationnistes -marxistes(1) ou de type néo-classiques(2) pur- les économistes n'étaient guère préparés à voir dans la rente pétrolière autre chose qu'une manne tombée du ciel(3) -un raccourci financier au développement, n'évoquait-on pas, dans les décennies d'après guerre, les performances inégalées du Japon en matière de taux d'investissement rapporté au P.N.B. qui dans certains cas dépassèrent les 50 %? Ne parle-t-on pas par ailleurs des innombrables modèles de croissance des organismes multinationaux ou nationaux ou des économètres basés sur le fameux "écart de financement" (capital) dont le modèle Chevenry n'est qu'un exemple ? L'environnement poussait par ailleurs à l'illusion rentière avec l'enjeu considérable que représente dès 1973 les énormes capitaux soudainement appropriés par les producteurs de pétrole pour tous les vendeurs -sérieux et moins sérieux- venus de la planète. Début 1973, nul ne doutait -à quelques rares exceptions près- que les pays exportateurs de pétrole du sud allaient gravir quatre à quatre les marches triomphales de l'escalier du développement. Ne s'interrogeait-on pas sur les dangers mortels connus par l'Occident avec la main mise arabe sur les grandes firmes du Nord (Fiat, Krupp, Mercedes-Benz...)(4)? Dans une situation désespérée, chacun d'évaluer le laps de temps nécessaire aux Arabes pour prendre le contrôle total des industries occidentales de pointe et gagner par ce biais les batailles perdues ailleurs. Intoxiqués, les responsables nationaux eux-mêmes -tel le shah appelant les européens à travailler plus et proclamant que l'Iran serait début 1980 la 5ème puissance du Monde(5). Rappeler ces faits aujourd'hui -alors que les signes de débâcle se multiplient- peut prêter à sourire et paraître un tant soit peu provocateur ; il n'en est rien compte-tenu de l'énorme mystification que fût l'illusion rentière et des conséquences dramatiques

- (1) voir par exemple : M. Dobb : "some problems of industrialisation in agricultural countries" in M. Dobb : Papers on capitalism, development and planning : Routledge - Kegan. 1967, pp. 71 à 88. Pour Dobb "l'essence du problème (du développement) est financier en ce sens que ce qui limite les possibilités d'une telle transition (état de sous-développement ou développement) c'est la disponibilité de ressources financières en vue d'investissements à grande échelle". (p. 72)
- (2) Cette conception précédente se retrouve chez les économistes libéraux avec la théorie dite du "big push" de l'investissement de Rosenstein Rodan dont la rationalité réside dans les économies externes importantes que ce processus induit et dont J. Viner a souligné l'importance avec le commerce extérieur. Paul N. Rosenstein Rodan : "Problems of industrialization of eastern and south eastern Europe". Economic journal. L III juin-septembre 1943 et "notes on the theory of the "big push" in Ellis and Howard. (eds) Economic development for latin america. Mc Millan. Co Londres 1961 pp. 57-66.
- (3) il y eut tout de même des exceptions ; ainsi Cavincross, dès 1953, notait que "le facteur le plus puissant du développement (...) n'est pas le taux d'intérêt ou l'abondance de capital". Pour lui, le problème est plus un problème "d'organisation" que de création de capital : (formation, attitudes nouvelles devant l'emploi industriel, valorisation efficace des innovations). A.K. Cavincross : "The place of capital in economic progress" in. L. H. Dupriez (ed). Economic progress. Louvain 1955.
- (4) Ainsi si l'on en croit le Wall Street journal, les revenus pétroliers d'une année permettraient à l'OPEP d'acquérir General Motor, Exxon, Ford, Chrysler, General Electric et Texaco. Au terme de six ans et demi, les 500 entreprises de Fortune devaient avoir changé de mains : "Company executives Shore up defenses against Take-overs" Wall street journal. 21 octobre 1974. p. 1. Liste des Sociétés de Fortune de mai 1974. pp. 230 à 257.
- (5) Ne lisait-on pas en introduction au Plan quinquennal Iranien 1973-1978, que ce dernier conduirait dans les meilleurs délais les iraniens à l'ère de la "Grande Civilisation". Le Shah précisait même, un an avant, que l'on arriverait "à ses portes" en douze ans et que dans certains domaines l'Iran s'y trouvait déjà. Plan and Budget Organisation (PBO). Iran's fifth development Plan 1973-78. Mai 1975, et Kayhan international : 4 août 1974.

qui n'ont pas fini d'apparaître. Au delà de l'illusion monétaire ce qui est en cause c'est :

- le formidable écart existant(1) entre l'approche théorique des phénomènes de rente et les réalités, et l'inadéquation du discours théorique (paradigme) à la logique de fonctionnement des économies de rente : pétrolières ou non. Plaquer un discours développementaliste ou de type développement inégal sans prendre en compte les effets pervers de la rente et la nature des structures socio-politiques qu'elle aide à promouvoir c'est se condamner à la stérilité(2) un exemple illustre notre propos : à l'heure où le service de la dette et le F.M.I. sont présentés comme le problème n° 1 du Tiers-Monde, on oublie de signaler que les pays de l'OPEP ont reçu plus de 25 000 milliards de \$ depuis 1973 et que la prise en compte des théories de l'échange inégal ferait de ces pays les plus riches de la terre, car il est incontestable que les réajustements des prix du pétrole depuis 1973 ont représenté un transfert de valeur légitime, certes, mais réel du Nord vers le Sud ? Cette intervention sera axée sur les problèmes théoriques posés par la rente et sur les stratégies ouvertes compte tenu de l'évolution des économies pétrolières depuis 1973.

L'analyse d'un certain nombre d'expériences historiques et plus concrètement des rapports entre un secteur externe exportateur et le reste de l'économie en cours du processus de développement montre qu'il existe une macro-économie spécifique des économies de rente et notamment des économies pétrolières(3).

Cette macro-économie spécifique découle de l'existence de traits particuliers propres à ce type d'économie.

Pour ce qui concerne l'économie pétrolière, ces traits sont les suivants(1) :

- caractère épuisable des ressources exportables,
- difficultés d'absorption locale de la rente,
- tendance à la surévaluation du taux de change et par suite à la contraction du secteur productif local,
- gonflement de la part des services dans l'économie, et la vulnérabilité externe sans précédent,
- renforcement du rôle de l'Etat,
- rôle primordial de la consommation.

Le premier point constitue une spécificité des économies minières ; la rente agricole étant en principe renouvelable. Cela impose à l'économie minière un développement rigide des capacités productives au delà de l'épuisement des

(1) Ecart que nous avons souligné dès la fin des années 70.

Abdelkader SID AHMED : l'OPEP passé, présent et perspectives : Eléments pour une économie politique des économies rentières. Economica. O.P. 4 1980.

(2) Pour plus de détails sur cet important aspect, nous renvoyons à notre contribution au colloque ORSTOM de février 1987 à Paris. Vers une théorie de l'industrialisation à partir de l'exportation et de la transformations des ressources naturelles de la staple theory" à la rente pétrolière. 88 pages. Et à celle également importante de Chatelus et Schmeil. M. Chatelus et Schmeil : "Toward a new political economy of state industrialization on the middle east". International journal of middle east studies. Avril 1984.

(3) Sur l'existence d'une macro-économie des économies de rente voir notre communication ORSTOM (1ère partie). La macro-économie pétrolière a selon nous pour point de départ : l'article de D. Seers "The mechanism of an open economy". Social and economic studies, vol. 13, n° 2. Juin 1964, pp. 233 à 241. Le terme même de macro-économie pétrolière est utilisé comme intitulé même d'une étude par Shalid Alam : The basic macro-economics of oil economies The journal of development studies, vol. 18, n° 2. Janvier 1982, pp. 205-217.

(4) une présentation un peu différente est celle de J. Amuzegar : oil exporter's economic development in an interdependent World. Banque Mondiale. Avril 1983.

ressources exportées. Cette contrainte est d'autant plus forte que l'horizon de vie des réserves est limité. Le défi majeur dans ce cas c'est la transformation rapide d'un avoir financier en actif productif qui se substitue progressivement à un capital -chaque fois plus réduit- exporté. La spécificité concerne là aussi les choix nécessaires entre prix et production dans lignée du principe dit d'Hotelling(1) et des apports théoriques ultérieurs(2).

Le second point concerne les problèmes d'absorption locale de la rente -et bien entendus ceux liés à son absorption externe pour les petites économies- La rente est ici prise au sens donné par Mahdavy qui définit l'Etat rentier "comme le pays recevant sur une base régulière des montants substantiels de rente externe. Les rentes externes sont des redevances payées par des étrangers, des entreprises ou des gouvernements à des individus, entreprises ou gouvernements d'un pays hôte"(3).

Quant à la capacité d'absorption elle "peut-être définie" comme le volume d'investissement ou encore le taux d'investissement domestique brut exprimé en pourcentage du PNB réalisable à un taux acceptable de profit. L'offre de facteurs coopérants étant donnée(4), traditionnellement, les contraintes d'absorption sont classées en quatre catégories(3) : celles liées à la taille du marché et à la demande, les obstacles liés aux carences infrastructurelles et à la rareté d'inputs complémentaires(5), celles liées à la maîtrise et à la mise en oeuvre des programmes(6), celles liées enfin aux restrictions socio-culturelles, institutionnelles et politiques(5). Or les économies pétrolières butent en outre sur le facteur temps : concevoir, programmer, réaliser et conduire à maturité des projets exigent du temps. Aucune masse monétaire, si importante soit-elle, ne peut transformer le développement en processus intertemporel ; si il est clair que tout développement est financé au départ de l'extérieur, ce qui est en cause ici c'est le rapport existant entre la période de temps nécessaire pour mettre en oeuvre une série de projets viables et la longévité de la ressource naturelle censée financer ces projets(6).

(1) ou principe fondamental de l'économie des ressources épuisables. Selon ce principe, la valeur d'un baril de pétrole (c'est à dire la valeur escomptée présente moins les coûts d'extraction) doit croître à un taux égal au taux d'intérêt des actifs concurrents.

H. Hotelling : "The economics of exhaustible resources". Journal of Political economy, vol. 39, avril 1931, pp. 137-175.

(2) Citons notamment les travaux réalisés par A. Sepahban sur la base de "General equilibrium trade model" de l'UNITAR et qu'élargit le problème posé par le principe d'Hotelling (principe de conservation) à celui de la formation rapide et diversifiée du capital domestique et de nouvelles sources de revenu substituables ou pétrole.

Amir Sepahban. "Pricing and production strategy for exhaustible resources : options for optimum economic growth and development of oil exporting countries". Opec review, vol. VI, n° 2, été 1982, pp. 100 à 132.

(3) ainsi les recettes pétrolières des Etats peuvent être assimilées à des rentes externes.

H. Mahdavy : "Patterns and problems of economic development in rentier : states the case of Iran" in M. A. Cook (ed). Studies in the economic history of the middle east. Oxford University, mars 1970, pp. 428-468.

(4) John A. Adler : Absorptive capacity : the concept and its determinants Washington DC : The Brookings Institution, 1965.

(5) M. Kadhim et B. Poulson : "Absorptive capacity regional cooperation and industrialization in the Arab states of the Gulf". The journal of energy and development, printemps 1976, vol. n° 2, pp. 249-261.

(6) Taher el Jehaimy : "A practical approach to measuring absorptive capacity in developing countries. With special reference to Libya Economia internazionale, vol. XXXII, n° 1, février 1979, pp. 66-75 et "considerations sur le développement économique du Monde Arabe" in Bichara Khader (ed) : Monde Arabe et développement économique". Le sycomore. 1981, page 12.

Le non-respect des contraintes liées à l'absorption locale conduit à l'inflation accélérée -compte tenu des tensions qui s'exercent sur les ressources rares- à des distorsions dans l'échelle des rémunérations, à l'aggravation des disparités économiques et sociales, et à la réduction de l'efficacité du processus de croissance(1).

Le troisième point a trait à l'impact sur les prix relatifs internes des pressions en vue de la réévaluation du taux de change de la devise nationale provoquée par l'afflux de capitaux. Les deux effets Corden : "effet de dépense" et "effet de mouvement de ressources" se combinent pour stimuler l'expansion du secteur des biens non commercialisés par rapport au secteur des biens commercialisés (industrie et agriculture)(2). Le résultat est la contraction du secteur manufacturier et du secteur agricole au profit du secteur des services. A cet égard la logique d'une économie rentière pure est sa transformation généralisée en économie de service. D'où les termes utilisés de dé-industrialisation(3) et de dé-agriculturation(4) évoqués pour ce phénomène, qualifié également par ailleurs de "Dutch disease"(5).

L'avant dernier point concerne le rôle de l'Etat. Toutes les économies rentières ne débouchent pas sur son renforcement : développement de la rente caféière au Brésil, de la rente immigration au Yemen Nord ou, de la rente cacaoyère en Côte d'Ivoire. Mais en règle générale, dès que l'Etat s'approprie les produits du sous sol, l'exploitation minière en fait le collecteur unique -ou de concert avec les compagnies étrangères- des recettes en découlant. La seule exception étant constituée par les Etats-Unis. Là encore l'expérience montre que le gonflement de la rente s'accompagne d'un renforcement important des pouvoirs de l'Etat et de son rôle, tenu en outre pour stratégique dans la transition vers l'après pétrole. Ceci signifie que des préférences étatiques jouent un rôle crucial dans les stratégies de développement retenues et l'affectation du produit de la rente(6).

Quant à la consommation, on ne répétera jamais assez, que les économies rentières sont avant tout des économies de consommation, leur caractéristique structurelle majeure c'est le contraste entre la "sophistication" de la demande et le caractère rudimentaire de l'appareil productif que les effets pervers de la rente

(1) pour plus de détails notre ouvrage : Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers-Monde. Paris 1982.

(2) W.M. Corden : "Booming sector and Dutch disease economics : survey and consolidation". Oxford economic papers 36 (1984), pp. 359 à 380. L'origine de cette problématique est l'article de Gregory RG : "Some implications of the growth of the mineral sector". Australian journal of agricultural economics. Août 1976, pp. 71 à 91.

(3) W.M. Corden : "Booming sector and déindustrialisation in a small open economy". Economic journal. 92. Décembre 1982, pp. 825 à 848.

(4) Concept utilisé à notre connaissance pour la première fois par M. Roemer. Primary exporting countries : problems of poverty and plenty. Arne Ryde symposium, Université de Lund. 29-30 août 1983.

(5) terme utilisé en raison de la réévaluation du florin hollandais et de la baisse en conséquence qui en résulta de la compétitivité des exportations de produits manufacturés des Pays-Bas à la suite de l'exploitation du gisement de gaz de Groningue dans les années 70.

Ellman M. "report from Holland : the economics of north sea hydrocarbons". Cambridge journal of economics. 7 septembre 1977.

(6) Amuzegar a montré les conséquences qui découlaient de cette substitution de la rationalité macro-économique de l'Etat à celle micro-économique du secteur privé au niveau de la nature, de la composition du P.I.B. et sur les choix du développement. C. Amuzegar. Opus cit. p. 11. Au plan politique l'omniprésence et la toute puissance de l'Etat peuvent non seulement freiner le développement de la société civile, mais même la faire régresser en raison du pouvoir que confère la rente à ce dernier de neutraliser les oppositions et de susciter des groupes de pressions à lui favorables. (A. Sid Ahmed. Opus cit. p. 39, 1987).